



# Chapitre 1. Le travail atomisé

Fanny Lederlin

DANS **HORS COLLECTION 2020**, PAGES 27 À 77  
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISBN 9782130824640

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/les-deposedes-de-l-open-space--9782130824640-page-27.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## CHAPITRE 1

# Le travail atomisé

Le travail façonne notre condition humaine. C'est l'une des découvertes de l'époque moderne, dont Hegel a révélé la profondeur<sup>1</sup>. Action intentionnelle de transformation de la nature pour satisfaire nos besoins, il fonde notre rapport à l'environnement. « Agir formateur<sup>2</sup> » et éducateur des individus, il est indispensable à la composition des liens sociaux. Activité qui libère de la nécessité, il est l'une des voies d'accès à la liberté. Processus créateur d'*artefacts*, il est, enfin, l'un des moyens dont nous disposons pour produire un monde conforme à nos aspirations. Mode d'appropriation de la nature, mode d'édification de la société, mode de subjectivation et d'émancipation, mode d'action sur le monde : telles sont les attentes et même les exigences éthiques – mais aussi politiques – dont nous chargeons le travail depuis la modernité.

1. Emmanuel Renault, « Hegel et le paradigme du travail », *Revue internationale de philosophie*, 2016/4, n° 278, p. 469-490.

2. G. W. F. Hegel, *Phénoménologie de l'esprit* (1807), trad. B. Bourgeois, Paris, Vrin, 2016, chap. IV, p. 210.

Découverte de la modernité, ce travail modelleur de notre condition humaine est aussi l'expression historique de son contexte économique, qui est le capitalisme. Or, celui-ci a connu de nombreuses mutations depuis deux cent cinquante ans. La première révolution industrielle a vu naître, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les manufactures et la condition ouvrière. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la deuxième révolution industrielle a systématisé la division du travail dans les grandes industries<sup>1</sup>, puis le taylorisme et le fordisme ont théorisé, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la standardisation du travail et de la vie des travailleurs<sup>2</sup>, reconnus comme acteurs économiques à double titre, en tant que producteurs et en tant que consommateurs. Nous vivons actuellement une nouvelle révolution industrielle, dont les germes remontent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle résulte de la convergence de trois principaux phénomènes : une innovation technologique exponentielle qui a fait apparaître successivement, et dans un temps très court, l'informatique, la robotique, l'internet et l'intelligence artificielle ; une transformation du modèle de création de valeur de l'économie, le « capitalisme de plateforme<sup>3</sup> »

1. La distinction des modalités de travail entre les « anciennes fabriques » et les « grandes industries modernes » est étudiée par Marx dans le chapitre XIII de la 4<sup>e</sup> section du *Capital*, *op. cit.*, p. 416-567.

2. Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Toulouse, Érés, 2017, chap. 2, p. 61-96.

3. Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*, trad. P. Blouin, Montréal, Lux Éditeur, 2018.

n'ayant plus pour matière première le charbon ou le pétrole, mais l'information ou la donnée<sup>1</sup> ; et une effervescence conceptuelle associée à un ardent activisme des penseurs du néolibéralisme<sup>2</sup> qui, après avoir contribué à modifier les pratiques managériales dans les décennies 1970, 1980 et 1990, continuent d'inspirer l'organisation des entreprises, avec pour mot d'ordre « l'adaptation ».

Chaque étape de l'histoire du capitalisme a conduit à des modifications importantes des conditions et des modes de travail. Celles que nous vivons sont sans doute plus rapides et peut-être plus drastiques que les précédentes. Elles ont plusieurs caractéristiques, dont la plus visible est le processus d'atomisation qu'elles opèrent. Ce phénomène est inédit car, si la production capitaliste repose depuis toujours sur la division du travail, celle-ci n'avait pas requis, jusqu'à

---

Plutôt que de créer un marché à partir de zéro, la plateforme met à disposition l'infrastructure nécessaire pour servir de médiateur entre différents groupes d'acteurs (p. 48-49). Sa production repose sur des effets de réseau. Elle est le modèle d'entreprise adapté à une économie où la valeur repose sur l'extraction, le contrôle et la captation de valeur des données.

1. *Ibid.* « L'économie actuelle est de plus en plus dominée par une nouvelle classe, qui n'est pas propriétaire des moyens de production, mais de l'information. » (p. 43) ; « Pour le dire simplement, nous devrions considérer les *données* comme la matière première à extraire, et les *activités* des usagers comme sa source naturelle. » (p. 45).

2. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018. L'auteur analyse notamment la manière dont les théoriciens anglo-saxons du néolibéralisme, à l'instar de l'école de Chicago, ont mené une véritable bataille idéologique dans les décennies 1970-1990 pour faire triompher leur vision de l'économie et de l'entreprise.

présent, la déliaison et l'éparpillement des travailleurs eux-mêmes. Au contraire, les fabriques puis les industries ont été pour les ouvriers des lieux d'intégration et de subjectivation individuelle et collective, et les bureaux ont été pour les employés des lieux de socialisation autant que de reconnaissance personnelle ou communautaire. Or, la digitalisation du travail – qui fait converger l'usage des technologies numériques, l'externalisation des travailleurs et leur mise en réseau, la captation des usagers comme force de travail à part entière, et l'injonction constante à l'adaptation – semble en train d'éclater les dimensions fédératrices (des individus), organisatrices (de la société) et stabilisatrices (du monde) que le travail recouvrait jusqu'à présent.

## LE TRAVAIL À LA TÂCHE

Le *digital labour* recouvre une multitude d'activités et différentes modalités de travail. Antonio A. Casilli en distingue trois : le travail digital à la demande – celui des plateformes d'intermédiation du type Uber, Airbnb ou Deliveroo –, le micro-travail – qui permet aux usagers d'internet de gagner de l'argent en aidant les plateformes à optimiser leurs services<sup>1</sup> –, et le travail

1. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, op. cit, p. 122 : c'est en 2005 qu'Amazon invente le micro-travail en créant Amazon Mechanical Turk, qui emploie des micro-travailleurs (« *Turkers* »)

social en réseau – celui que nous pratiquons lorsque nous postons un contenu sur Facebook ou que nous signalons une avarie sur une application. Quelle que soit l'activité ou la modalité de travail digital, c'est au fond le même genre d'expérience que vivent les travailleurs : celle d'une mission qui ne nécessite pas de compétence particulière et qui ne s'étend pas sur le temps long d'un projet, qui ne réclame qu'une qualification modérée ou nulle et qui s'inscrit dans le temps bref d'une *tâche*.

Ce travail à la tâche – cette « tâcheronisation » – n'a pas été inventé, à proprement parler, par les sociétés de l'ère numérique, puisque ses principes trouvent leurs racines dans le dogme managérial contemporain selon lequel, pour être efficace, tout travail (et pas seulement le travail ouvrier) doit être pensé, décomposé et planifié par un manager qualifié – voire un algorithme –, et exécuté par un autre travailleur dont la principale qualité est de s'adapter à ce qu'on lui demande de faire. Toutefois, c'est bien le *digital labour* qui en a radicalisé la forme – fragmentée et discontinue – et qui l'a furtivement imposé dans nos vies. Comme la plupart des transformations initiées par les acteurs de l'économie numérique, le travail à la tâche est présenté comme une innovation libératrice pour les candidats au travail, qui auraient désormais tous l'opportunité de « devenir leur propre patron » et de

---

pour trier des adresses, classer des produits dans un catalogue, éliminer des doublons, etc. Depuis, le modèle s'est développé aux États-Unis (où sont situés 72 % des micro-travailleurs) et dans le reste du monde.

« gérer leur temps à leur guise ». Dans les faits, il entérine le retour du salaire aux pièces, sape le droit du travail et marque l'avènement d'une nouvelle prolétarianisation.

### *Le salaire aux pièces*

Contrairement au « salaire au temps<sup>1</sup> », qui est établi sur la base d'un temps journalier, hebdomadaire ou mensuel vendu par le travailleur à l'employeur, le « salaire aux pièces<sup>2</sup> » est fixé sur la base d'un prix attribué par l'employeur à un objet à fabriquer – ou à une tâche à accomplir. Dans la mesure où le montant du salaire perçu par le travailleur dépend strictement de son rendement – et où, donc, s'il veut « travailler plus pour gagner plus », il peut le faire –, le salaire aux pièces pourrait être considéré à première vue comme une rémunération plus avantageuse que le salaire au temps. C'est, bien sûr, le discours que tiennent les acteurs du numérique, et en particulier les plateformes, qui l'ont remis au goût du jour. En revenant à l'analyse marxiste de la valeur du travail et des mécanismes du salaire, il est toutefois possible de décrypter les illusions que recèle cette apparente probité.

1. Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, 6<sup>e</sup> section, chap. XVIII, « Le salaire au temps », p. 608-616.

2. *Ibid.*, chap. XIX, « Le salaire aux pièces », p. 617-626. Précisons que Marx utilise le terme de « salaire » dans le sens de « rémunération », qu'elle soit ou non liée au salariat. Nous conservons sa formulation.

Pour Marx, les deux formes de rémunération sont « irrationnelles<sup>1</sup> » dans la mesure où elles procèdent toutes deux d'un tour de passe-passe qui consiste à faire disparaître la valeur réelle de la force de travail<sup>2</sup> – le travail vivant – pour n'en payer qu'une partie. Cette invisibilisation est selon lui le mécanisme à l'origine de la création de richesse (ou « survaleur ») par le capitalisme<sup>3</sup>, qui exploite l'excédent de travail invisibilisé (le « surtravail ») en ne le payant pas<sup>4</sup>. Mais, si les deux formes de salaire coexistaient à son époque, Marx notait déjà que le salaire aux pièces « correspondait le mieux au mode de production capitaliste<sup>5</sup> ». Il avait en effet identifié que, outre le fait que l'individualisation de la rémunération permettait d'affaiblir le rapport

1. *Ibid.*, p. 619 : « La forme du salaire aux pièces est aussi irrationnelle que celle du salaire au temps. »

2. *Ibid.*, p. 617 : « Le salaire aux pièces n'est rien d'autre qu'une forme transformée du salaire au temps, de même que le salaire au temps est la forme transformée de la valeur ou du prix de la force du travail. »

3. *Ibid.*, 5<sup>e</sup> section, chap. XIV, p. 571 : « La production de la survaleur absolue, c'est la prolongation de la journée de travail au-delà du point où le travailleur aurait simplement produit l'équivalent de sa force de travail, et l'appropriation de ce surtravail par le capital. » Concernant le détail des mécanismes de création de valeur et de survaleur mis au jour par Marx, nous renvoyons à la lecture du *Capital*, notamment 3<sup>e</sup> section, chap. VII, p. 237-256.

4. *Ibid.*, chap. XVI, p. 598 : « Le capital n'est donc pas seulement un commandement exercé sur du travail, comme le dit A. Smith. Il est essentiellement commandement sur du travail non payé. Toute survaleur, sous quelque figure particulière, profit, intérêt, rente, etc. qu'elle se cristallise ultérieurement, est en sa substance matérialisation de travail non payé. »

5. *Ibid.*, 6<sup>e</sup> section, chap. XIX, p. 623.



de force des travailleurs vis-à-vis de leur employeur – puisque les travailleurs, n'étant plus soumis à la régularité du travail journalier, se retrouvent isolés les uns des autres et même en concurrence –, le salaire aux pièces imposait aux travailleurs un « système d'exploitation et d'oppression<sup>1</sup> » encore plus efficace que celui d'une structure hiérarchique. Pourquoi ? Parce qu'avec cette forme de rémunération, c'est le salaire lui-même – et non le supérieur hiérarchique – qui sanctionne (et donc contrôle) la qualité et l'intensité du travail. Payés sous réserve de la production et de l'acceptation de leurs pièces (et aujourd'hui, de leurs tâches), les travailleurs ont effectivement tout intérêt à ce que leur travail soit irréprochable. Ils sont même encouragés à « solliciter [leur] force de travail avec la plus grande intensité possible<sup>2</sup> », autrement dit à s'exploiter eux-mêmes en travaillant d'avantage pour être mieux payés (bien qu'ils ne le soient jamais à la hauteur du surtravail qu'ils fournissent). Et, de fait, il n'est pas rare de croiser des chauffeurs Uber qui se réjouissent de n'avoir de compte à rendre à personne, tout en reconnaissant travailler douze à quinze heures par jour pour faire leur chiffre. La tâcheronisation apparaît ainsi comme un excellent moyen pour extraire plus de *survaleur* à un travail dont la quantité et la qualité ne dépendent plus de la rudesse d'un contremaître mais de l'âpreté des travailleurs eux-mêmes.

1. *Ibid.*, p. 620.

2. *Ibid.*, p. 621.

Mieux : cette auto-exploitation peut se doubler d'une exploitation des travailleurs par d'autres travailleurs. Cela aussi, Marx l'a remarqué il y a cent cinquante ans :

Le salaire aux pièces permet au capitaliste de conclure avec l'ouvrier principal – dans la manufacture avec le chef de groupe, dans les mines avec le haleur, dans la fabrique avec l'ouvrier mécanicien proprement dit – un contrat à tant la pièce, à un prix pour lequel l'ouvrier principal se charge lui-même de recruter et de payer ses auxiliaires<sup>1</sup>.

C'est précisément ce à quoi l'on assiste aujourd'hui, lorsque des particuliers ouvrent des comptes sur les interfaces des plateformes, puis les sous-louent à des travailleurs qui ne sont pas en mesure d'en ouvrir eux-mêmes (étant clandestins ou mineurs, par exemple). Dans ce cas, « l'exploitation des travailleurs par le capital se réalise au moyen de l'exploitation du travailleur par le travailleur<sup>2</sup> » et permet au capital d'augmenter ses profits, tout en contournant les législations en vigueur. Cette capacité à usurper le droit du travail, et plus largement à contester les principes du droit social tels qu'ils furent affirmés par la communauté internationale après la Seconde Guerre mondiale<sup>3</sup>, est d'ailleurs l'autre caractéristique du travail à la tâche,

1. *Ibid.*, p. 620.

2. *Id.*

3. À l'occasion de la conférence générale de l'Organisation internationale du travail (OIT) réunie à Philadelphie en mai 1944, qui redéfinit les buts et objectifs de l'OIT : voir Alain Supiot, *L'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010.

qui se révèle décidément comme « une source extrêmement abondante d'escroqueries capitalistes<sup>1</sup> », pour reprendre les mots de Marx.

### *Le travail hors la loi*

Non seulement les acteurs de l'économie numérique se sont développés historiquement en contournant les réglementations nationales et supranationales relatives à la fiscalité des entreprises (un fait contre lequel les acteurs politiques essaient désormais de lutter, non sans difficulté<sup>2</sup>), mais ils n'ont eu de cesse de contourner les règles relatives à l'organisation du travail. Après avoir localisé leurs bassins de production dans les pays les moins-disant en matière de fiscalité sociale, ils s'attaquent au salariat, cette forme d'emploi enracinée depuis plus d'un siècle dans la vie des travailleurs et qui a su, jusqu'à présent, leur donner une certaine stabilité, une « place » dans la société. À travers le salariat, c'est aux droits des travailleurs qu'ils s'en prennent, que ce soit par leurs pratiques, en refusant de reconnaître leurs responsabilités en tant qu'employeur, ou par la pression qu'ils exercent sur les pouvoirs publics, en prétendant contribuer à « l'innovation sociale<sup>3</sup> » par l'invention de nouvelles

1. À propos du salaire aux pièces, voir Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 619.

2. En France, la « taxe Gafa » est à l'état de projet, tandis que l'Union européenne peine encore à trouver un consensus sur le sujet.

3. Tribune d'Alessandro Celli, directeur général Europe de Deliveroo, *Le Monde*, 14 avril 2014 : « La charte des travailleurs

formes d'emploi plus « flexibles » et adaptées aux « impératifs de la nouvelle économie ».

Dans les faits, les plateformes ne se considèrent pas comme des employeurs mais comme des pourvoyeurs d'interfaces de mise en relation. Aussi enjoignent-elles leurs « usagers » à s'établir en tant que travailleurs indépendants et à adopter, selon les législations des pays concernés, le statut d'entrepreneurs, d'autoentrepreneurs ou de freelance. Concrètement, qu'il s'agisse de réaliser des tâches ménagères (Handy) ou de livrer de la nourriture (Deliveroo), les missions réalisées par ces travailleurs tâcheronisés sont très éloignées de celles d'un entrepreneur. À tel point que certaines sociétés ont pu faire l'objet de poursuites en justice, et parfois avec succès<sup>1</sup>. Pour autant, les plateformes semblent s'obstiner à refuser de reconnaître le lien contractuel qui les unit aux personnes qui travaillent pour elles. Instrument clé du droit du travail, le contrat garantit pourtant la réciprocité propre au rapport de travail (les juristes parlent de caractère

---

de plateforme «place la France en leader de l'innovation sociale en Europe» ».

1. En France, la cour de cassation s'est prononcée pour la première fois le 28 novembre 2018 sur une demande de requalification en contrat de travail de la relation liant un autoentrepreneur à une plateforme (TakeEatEasy) : voir la tribune d'Elsa Lederlin, *Les Échos*, 10 décembre 2018. Précisons que des conclusions similaires sont rendues dans de nombreux autres pays. Tout récemment en Suisse, par exemple, un jugement du tribunal des prud'hommes de Lausanne a reconnu (le 6 mai 2019) qu'un ancien chauffeur d'Uber était un employé et non pas un travailleur indépendant. Une décision qui pourrait faire jurisprudence. Source : AFP.

« synallagmatique »), qui ne se réduit pas à un marchandage entre deux individus, mais suppose un rapport équitable entre deux personnes qui s'engagent l'une vis-à-vis de l'autre. En ce sens, il dote le travail d'une dimension sociale (et même politique) proche de celle qu'Aristote assignait à l'échange qui, assure, en multipliant les liens de réciprocité, « la cohésion de tout dans la communauté<sup>1</sup> ». Une cohésion qui ne repose pas sur l'unité, potentiellement despotique et asséchante (voire impossible à obtenir), mais sur la concorde, c'est-à-dire sur des rapports sociaux, certes inégalitaires, mais emprunts de reconnaissance et de respect mutuel. De manière analogue, le contrat établit un rapport de réciprocité, et place les deux contractants dans une relation de reconnaissance et de respect mutuel. En imposant progressivement des formes d'emploi alternatives au salariat<sup>2</sup>, et en faisant germer dans l'esprit des travailleurs – et notamment dans celui des jeunes – l'idée d'un travail à la carte, flexible, sans engagement et potentiellement sans contrat (puisqu'il pourrait se voir substituer une simple charte<sup>3</sup>), les plateformes ne posent donc pas

1. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, trad. J. Bodéüs, Paris, GF Flammarion, 2004, livre V, 9, 1133a21-31, p. 249.

2. Il est difficile d'évaluer précisément la puissance et la vitesse de cette remise en cause, les statistiques officielles ayant tendance, en Europe, à amalgamer professions libérales traditionnelles et travailleurs des plateformes dans la catégorie des « non-salariés » qui oscillent entre 14,4 % au Royaume-Uni et 24,9 % en Italie. Voir Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, *op. cit.*, p. 98, et note 28.

3. Tribune d'Alessandro Celli, directeur général Europe de Deliveroo, *Le Monde*, 14 avril 2014 : « La charte des travailleurs de plateforme "place la France en leader de l'innovation sociale en

seulement des problèmes relatifs à l'organisation du modèle social européen (si le salariat et les cotisations sociales qui y sont attachées disparaissent, comment maintenir la redistribution qui assure la paix et la justice sociale ?). Elles contribuent à détraquer le rôle social joué par le travail.

À travers le contrat de travail, c'est aussi à une notion clé du salariat, le lien de subordination<sup>1</sup>, que s'en prennent les plateformes. Conçu de manière à protéger les salariés dans une relation inégalitaire – car, non, les patrons ne sont pas les égaux des travailleurs, quand bien même les *start-uppers* voudraient en donner l'illusion en portant des t-shirts et des vestes à capuche –, le lien de subordination « détache le travail de la servitude » en introduisant de la protection dans des relations de travail qui demeurent inscrites dans le cadre du capitalisme, c'est-à-dire marquées par une dénivellation fondamentale entre le capital et le travail au profit du capital. Il clarifie le rôle de l'employeur – qui donne des ordres, contrôle le travail et le rémunère, mais aussi

---

Europe » ». L'adoption d'une charte permettrait selon lui de « clarifier les situations juridiques sans remettre en cause l'indépendance que les travailleurs des plateformes apprécient tant ». Syndicats, pouvoirs publics et experts en droit social mènent actuellement des réflexions relatives à l'adoption d'une telle charte. Selon ses défenseurs, elle pourrait permettre d'harmoniser des situations aujourd'hui hétérogènes (donc inéquitables).

1. Cour de cassation, chambre sociale, audience publique du 13 novembre 1996, bulletin de 1996, V, n° 386 ; pourvoi n° 94-13187 : le lien de subordination est caractérisé par « l'exécution d'un travail sous l'autorité de l'employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné ».

porte les risques associés à son activité et garantit les droits du salarié – et de l'employé – qui lui est subordonné mais qui se voit, en contrepartie, protégé physiquement et moralement.

Au prétexte de vouloir établir des relations plus fluides, plus libres et plus « *cool* », les plateformes font mine d'ignorer cette inégalité essentielle à la relation de travail dans l'économie de marché. Et elles réussissent, par leur attitude, par leurs discours – dans lesquels elles présentent la relation de travail qu'elles proposent comme une simple offre de service – et par leurs modes de management – qui s'apparentent à des « modes de gestion de la relation client » –, à travestir la relation de travail en relation commerciale<sup>1</sup>. Le problème est que, si l'analogie entre l'échange (tel que le conçoit Aristote) et le contrat est valable, elle ne l'est que sous réserve que la relation inégalitaire soit reconnue et fasse l'objet d'un accord, lui-même protégé par des règles. En feignant d'ignorer l'inégalité inhérente à la relation de travail, les plateformes établissent une confusion qui conforte les travailleurs dans l'illusion narcissique qu'ils ont décroché un « *job cool* » ou qu'ils sont leur propre patron, et qui masque et renforce en réalité la tâcheronisation dont ils font l'objet.

Notons que ce sabotage du droit du travail et de son esprit n'est d'ailleurs pas propre au travail digital,

1. Le site Uber Eats présente ainsi son « offre » coursier : « Effectuez des livraisons avec Uber Eats en France. Horaires flexibles. Paiement rapide. Vous pouvez désormais gagner de l'argent en livrant les meilleurs restaurants avec Uber Eats tout en découvrant votre ville. »

puisqu'il trouve sa source, selon Alain Supiot, dans la « contre-révolution ultralibérale<sup>1</sup> » menée dans les années 1980 par des dirigeants comme Ronald Reagan ou Margaret Thatcher. C'est à cette époque que « l'esprit de Philadelphie<sup>2</sup> » – qui avait inspiré les réformes sociales menées par les démocraties occidentales à la Libération et s'était prolongé depuis par une réflexion sur la finalité du travail et sur les droits des travailleurs – a été oublié, au profit du dogme ultralibéral qui fait de la compétition économique le but ultime de l'ordre juridique. Depuis lors, la course au moins disant social est engagée, et les vertus socialisatrices du travail sont négligées au profit de ses seules fonctions productives (pour les employeurs) et rémunératrices (pour les employés).

Pour autant, si les plateformes n'ont pas inventé cette dynamique antisociale, elles l'ont incontestablement accélérée en l'érigeant en *business model* et en réussissant le tour de force de présenter le travail à la tâche comme une innovation gratifiante et favorable aux travailleurs. Elles ont su instituer le dogme ultralibéral en « hégémonie », au sens gramscien<sup>3</sup> : sans que le travail à la tâche ne soit devenu majoritaire quantitativement, il exerce d'ores et déjà un pouvoir

1. Alain Supiot, *L'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010, p. 62.

2. Réunie à Philadelphie en mai 1944 pour tirer les leçons des échecs des politiques économiques et sociales qui ont contribué à provoquer la Seconde Guerre mondiale, l'OIT publie la « Déclaration de Philadelphie » qui redéfinit ses buts et ses objectifs, dans l'esprit d'une ré-humanisation du travail.

3. Antonio Gramsci a théorisé le concept d'« hégémonie » dans ses *Cahiers de prison* (1926-1935).



d'attraction tel qu'il impose une tendance aux autres formes de travail et à la société elle-même. Cette tendance est celle de la tâcheronisation du travail, qui fragmente les tâches, qui individualise les rémunérations, qui fait disparaître la reconnaissance mutuelle entre employeurs et employés, et qui disloque les droits des travailleurs. Dès lors, économistes, juristes et sociologues peuvent bien tenter d'adoucir ces mutations par diverses propositions d'aménagement<sup>1</sup>, elles risquent d'être insuffisantes pour éviter que « l'esprit de Palo Alto<sup>2</sup> » ne se substitue à celui de Philadelphie.

### *Une prolétarianisation sans classe*

Récapitulons. En réhabilitant le salaire aux pièces, le travail à la tâche instaure un processus d'individualisation et de mise en concurrence des travailleurs qui peut les conduire à s'exploiter eux-mêmes. En contestant le droit et l'esprit du droit du travail, la tâcheronisation fragilise les dimensions protectrice et socialisatrice du travail. Ajoutons enfin qu'en ignorant le savoir, le savoir-faire et l'expérience des travailleurs, autrement dit en s'en prenant à l'idée d'un travail qui procure aux travailleurs la satisfaction de donner

1. Voir l'initiative d'Éric Heyer, Pascal Lokiec et Dominique Méda, *Une autre voie est possible*, Paris, Flammarion, 2019, qui propose notamment de créer de la « flexibilité inversée au profit des salariés » et de remplacer le concept de subordination par celui de contrôle.

2. Située dans la Silicon Valley, aux États-Unis, Palo Alto est le berceau historique de l'économie numérique.

toute la mesure de leur habileté et de leurs connaissances, le travail à la tâche met en cause sa fonction émancipatrice.

Les plateformes, pourtant d'habitude friandes d'informations professionnelles et personnelles en tout genre, ne demandent jamais aux travailleurs à la tâche de faire valoir une expertise ou une expérience particulières, pas plus qu'elles ne réclament à leurs usagers de *curriculum vitae* avant d'ouvrir un compte permettant de travailler pour elles. Elles ne prétendent pas non plus proposer une perspective de carrière ou transmettre quelque compétence que ce soit. Ainsi, à l'ère d'un capitalisme cognitif censé articuler une nouvelle classe de propriétaires – ceux qui possèdent les informations et les données – à une nouvelle classe de travailleurs – les travailleurs du savoir<sup>1</sup> –, les acteurs du numérique ne reconnaissent ni ne valorisent aucun savoir venant des travailleurs à la tâche. Ils ne leur permettent tout simplement pas de s'établir comme travailleurs du savoir. Dès lors, si, comme le dit Bernard Stiegler, « prolétarianiser signifie détruire le savoir<sup>2</sup> », il semblerait que nous soyons en train d'assister à une actualisation de la lutte des classes avec, dans le rôle du capital, les propriétaires de données jaloux de leurs connaissances et de leur savoir, et dans le rôle du prolétariat les tâcherons sans qualification.

Comme le prolétaire du XIX<sup>e</sup> siècle, le tâcheron se voit réduit à la condition d'automate, « tout

1. Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme*, op. cit., p. 43.

2. Bernard Stiegler, *L'emploi est mort, vive le travail !*, op. cit., p. 31.

entier annexé à une opération de détail » et devenu « l'accessoire conscient d'une machine<sup>1</sup> » – ou plutôt d'un algorithme. Et d'ailleurs, comme le prolétaire du XIX<sup>e</sup> siècle, peu importe qu'il soit majeur ou non. De plus en plus nombreux, dès seize ou dix-sept ans, parfois même dès quatorze ans, des adolescents choisissent de livrer des repas et faire de l'argent facile plutôt que d'aller en classe. Comment ne pas rapprocher ces nouveaux tâcherons des enfants ouvriers dont Marx constatait qu'ils étaient « exploités pendant des années sans apprendre aucun travail qui pourrait les rendre utiles plus tard, ne serait-ce que dans la même manufacture ou la même fabrique<sup>2</sup> » ? Qui s'intéressera, dans cinq ou dix ans, à un jeune qui n'aura que son expérience de coursier à faire valoir ? Comme les enfants ouvriers, les enfants tâcherons ont pour seul horizon le fait de « ne devenir rien<sup>3</sup> ».

Pour autant, si le tâcheron du XXI<sup>e</sup> siècle ressemble au prolétaire du XIX<sup>e</sup> siècle, il est, contrairement à lui, privé de lieux d'identification et d'organisation collective. Lâché dans la ville avec son téléphone portable, le tâcheron est un prolétaire sans liens, un prolétaire sans classe. Ce phénomène, s'il est le corollaire des mutations technologiques, prend toutefois racine dans le déclin des catégories traditionnelles dans lesquelles une partie des travailleurs pouvait autrefois se reconnaître collectivement. La classe

1. Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, chap. XII, « La machinerie et la grande industrie », p. 544.

2. *Ibid.*, 4<sup>e</sup> section, chap. XIII, p. 544.

3. « Plateformes de livraison : pour les mineurs, la course à l'argent facile », *Libération*, 5 mai 2019.

ouvrière, qui occupait une position centrale dans l'histoire sociale depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et sur laquelle se focalisaient encore les débats politiques et économiques jusqu'au début des années 1980, a aujourd'hui presque totalement disparu des réflexions et des discours sur le travail. Cette disparition n'est pas réductible aux processus de désindustrialisation et de délocalisation, qui ont réduit drastiquement le nombre d'ouvriers dans les sociétés occidentales. Elle est aussi la conséquence de l'éclipse de la culture et du lexique marxiste<sup>1</sup>, dans ces régions comme dans le reste du monde. Non seulement la classe ouvrière a décliné quantitativement, mais la possibilité (révolutionnaire) qu'elle portait et l'alternative globale à l'organisation de la société qu'elle représentait ont, elles aussi, disparu.

Dès lors, la figure d'émancipation incarnée par la classe ouvrière étant devenue inopérante, la classe moyenne, groupe sociologique plus large, non limité à une profession, non corrélé à la vision marxiste de l'histoire et dont l'élément homogénéisateur est la condition salariale<sup>2</sup>, aurait pu doter une partie massive des travailleurs d'une reconnaissance collective (si ce n'est politique). Mais, pour autant qu'elle ait pu remplir cette fonction au cours des dernières décennies,

1. Alain Badiou, *L'Hypothèse communiste*, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 2009, p. 46 : l'auteur remarque que le « lexique des classes » et le « langage commun » qui était notamment celui de la décennie 1968-1978 « est en train de mourir », et avec lui la classe ouvrière en tant qu'« agent historique qui porte la possibilité de l'émancipation ».

2. Robert Castel, *La Montée des incertitudes*, *op. cit.*, p. 365.

elle tend à disparaître à son tour<sup>1</sup>. Parmi les causes de sa disparition figure l'augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine propre au capitalisme contemporain<sup>2</sup>. Mais elle est accélérée par les mutations du travail qui, en sapant le salariat, créent « un marché sans milieu<sup>3</sup> ». Un marché sans milieu, c'est-à-dire un marché avec, d'un côté, un petit nombre d'emplois très qualifiés à rémunération élevée et, de l'autre, des emplois de services peu qualifiés, précaires et à rémunération faible. Cette bipolarisation, qui ne résulte pas seulement de la robotisation mais aussi de la tâcheronisation, s'aggrave chaque jour et devient structurelle.

Si c'est bien d'une prolétarianisation que procède la tâcheronisation, c'est donc d'une prolétarianisation qui n'a même pas pour vertu de constituer une classe socialement et culturellement unifiée, à travers laquelle les travailleurs pourraient se reconnaître et organiser leurs luttes. C'est une prolétarianisation atomisée, sans classe. Et, tout comme le retour au salaire aux pièces et la mise en cause du droit du travail, ce processus affecte l'ensemble de la société. Parce que la

1. Source : rapport de l'OCDE publié le 10 avril 2019 (voir l'article du *Monde* du 12 avril 2019 intitulé « Le lent déclin des classes moyennes »).

2. Source : World Wealth and Income Database, 2018, base de données mondiales sur les revenus et les patrimoines alimentée par un réseau d'une centaine de chercheurs (pilotés par F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman) qui met en lumière la hausse des inégalités de revenus et de patrimoine au cours des vingt dernières années, partout dans le monde.

3. « Un marché sans milieu », chronique de Stéphane Lauer, *Le Monde*, 27 au 28 janvier 2019.

disparition de classes sociales structurées fragilise une partie importante de travailleurs, réduits à une somme d'individualités éparses, vulnérables, conscientes de leur déclassement et privées d'un espace social où transformer cette conscience en action, voire en lutte<sup>1</sup>. Parce que ce sentiment de déclassement et de vulnérabilité peut se transformer en défiance, sinon en colère, et contribue à l'évidence à l'émergence des populismes en Occident. Parce qu'enfin, en laissant planer l'idée selon laquelle le travail n'a pas à s'incarner dans un métier, un savoir-faire ou une expérience, peut n'être qu'une activité épisodique, une performance occasionnelle<sup>2</sup> et sans continuité, une activité mécanique sans but et sans finalité qui aliène au lieu d'émanciper<sup>3</sup>, la tâcheronisation, devenue hégémonique, remet en cause les fonctions unificatrice (des sociétés) et libératrice (des hommes et des femmes) dont le travail s'était vu chargé depuis l'époque moderne. Et si les « damnés de la terre » de « L'Internationale » pouvaient espérer s'unir pour

1. Notons que le mouvement des Gilets jaunes peut être interprété comme une tentative, par les travailleurs tâcheronisés et prolétarisés, d'inventer un nouvel espace social où se rassembler, se reconnaître collectivement et organiser les luttes. Mais notons aussi que ce n'est que hors du temps et du lieu de travail – le samedi, dans la rue, sur les péages, sur les ronds-points, sur les réseaux sociaux... – que le mouvement a pu prendre forme.

2. C'est ce que désigne le terme de « *gig* » dans la *gig economy* – l'économie des petits boulots – par laquelle certains observateurs désignent l'économie numérique.

3. Il faut lire les témoignages des professeurs qui parlent de la « dépendance » dans laquelle tombent leurs élèves « ubérisés » pour comprendre que l'aliénation peut même prendre une forme toxicologique... Voir « Plateformes de livraison : pour les mineurs, la course à l'argent facile », *Libération*, 5 mai 2019.

combattre l'aliénation, les « damnés » d'aujourd'hui, dépossédés de la valeur de leur travail et éparpillés sur une terre transformée en un vaste *open space*, n'en ont même plus l'intention.

## L'EXTENSION DU DOMAINE DU TRAVAIL

La première modalité du processus d'atomisation du travail est donc la fragmentation. Liée à l'apparition du travail à la tâche – qui dépasse, répétons-le, le seul cadre du travail digital –, et à sa domination sur les esprits, elle a pour conséquence l'individualisation, l'isolement et la précarisation de travailleurs de plus en plus dispersés, de moins en moins qualifiés et protégés, et pour qui le travail risque, à terme, de ne plus constituer une voie d'édification des rapports sociaux ni d'émancipation. Simultanément à cette fragmentation, la deuxième modalité du processus d'atomisation du travail est son extension à tous les domaines de la vie. En abolissant les distinctions entre profession et amateurisme, entre activité rémunératrice et jeu, entre service marchand et engagement citoyen et entre production et consommation, les mutations du travail finissent par diluer le travail dans la vie. Ce phénomène n'est contradictoire qu'en apparence avec la disparition d'une part grandissante des corvées humaines, désormais prises en charge par des robots. En fait, la disparition d'une partie du travail coïncide avec sa diffusion dans les moindres recoins de nos vies.

Dès le début des années 1950, Hannah Arendt prédisait que c'était « une société de travailleurs que l'on [allait] délivrer des chaînes du travail<sup>1</sup> ». Pourquoi ? Parce que les sociétés libérales et égalitaires ayant fait disparaître toute forme d'« aristocratie politique ou spirituelle », elles « ne [savaient] plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté<sup>2</sup> ». Autrement dit, elles n'étaient plus en mesure d'expérimenter les autres formes de *vita activa* qui, outre le travail, sont celles de l'œuvre – à laquelle se consacrent les artistes ou les penseurs –, et de l'action – à laquelle se consacrent les hommes et les femmes politiques.

Tout en gardant nos distances avec cette approche qui fait de la création et de la politique des activités supérieures, et qui induit une sorte de mépris à l'égard du travail – approche qui s'éclaire sans doute par l'attachement de la philosophe à la pensée antique –, reconnaissons que Hannah Arendt voyait juste lorsqu'elle déplorait qu'à l'époque contemporaine, « même les présidents, les rois, les premiers ministres voient dans leurs fonctions des emplois nécessaires à la vie de la société<sup>3</sup> » (il n'est qu'à se souvenir du twitt de Sibeth Ndiaye qui, fraîchement nommée porte-parole du gouvernement Macron, se réjouissait de son « nouveau job<sup>4</sup> »), ou que « parmi les intellectuels il ne

1. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, op. cit., p. 37.

2. *Id.*

3. *Ibid.*, p. 37-38.

4. Twitt du compte @SibethNdiaye du 31 mars 2019 : « Vous informer et expliquer ce que fait le gouvernement pour votre



reste que quelques solitaires pour considérer ce qu'ils font comme des œuvres et non comme des moyens de gagner leur vie<sup>1</sup> ». Ce qu'elle avait perçu, c'est l'emprise du travail sur les esprits – elle parle de « glorification théorique du travail<sup>2</sup> » –, qui allait, en dépit des progrès de l'automatisation, faire disparaître les frontières entre le travail et la vie, et « transformer la société tout entière en une société de travailleurs<sup>3</sup> » (plutôt que d'artistes ou de citoyens).

### *Ceci n'est pas un travail*

Comme nous l'avons vu, c'est par l'invisibilisation d'une partie du travail réalisé par les travailleurs que le capital extrait la survalueur et produit de la richesse. L'exploitation du travail est donc d'autant plus grande que le travail est masqué aux yeux des travailleurs. En introduisant des formes de travail ambiguës – le travail micro-payé, voire gratuit, qui met en cause le travail comme « gagne-pain », ou encore le travail amateur, qui conteste le travail comme profession –, les nouvelles formes de travail introduites par le *digital labour* renforcent les mécanismes d'invisibilisation

---

quotidien : c'est mon nouveau job (merci @EmmanuelMacron et @EPhilippePM pour leur confiance !), et ça commence tout de suite ».

1. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, *op. cit.*, p. 38. De nos jours, on peut considérer la médiatisation et la starification de personnalités se présentant en tant que « philosophe », « essayiste » ou « expert » comme un signe de la marchandisation du métier d'intellectuel.

2. *Ibid.*, p. 37.

3. *Id.*

du capitalisme<sup>1</sup>. Cette tendance est d'ailleurs commune à toutes les mutations du travail qu'a connu le capitalisme. Le taylorisme, par exemple, en décomposant l'action du travailleur en une série de gestes insignifiants, procédait d'un « extraordinaire processus d'abstraction de la force travail<sup>2</sup> ». Dans le cas de la transformation numérique, l'« immatérialité » du travail – travail qui ne consiste plus à manipuler de l'acier brûlant ou à faire fonctionner des métiers à tisser, mais à traiter des données – produit une invisibilisation d'un nouveau genre, et il faut plus que jamais faire preuve de sagacité pour déceler l'exploitation qui se cache derrière la réponse à un mail, la rédaction d'un contenu ou la mise à jour d'un questionnaire de satisfaction.

Deux mécanismes propres au travail numérique, et intimement liés, renforcent cette invisibilisation et font passer le travail pour ce qu'il n'est pas, à savoir un divertissement, un loisir ou même un engagement : il s'agit de la ludification et de la gratuité (ou quasi-gratuité) du travail. Dans son analyse du travail du clic, Antonio A. Casilli met en lumière la manière dont les plateformes agrémentent les tâches

1. Citons, par exemple, « le rapport d'argent [qui] masque le fait que l'ouvrier travaille gratuitement » (Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, 6<sup>e</sup> section, chap. XVII, p. 605), ou la « gélification » de la force de travail en marchandise (*Ibid.*, 1<sup>ère</sup> section, chap. I, p. 57).

2. Antonio Negri, *Inventer le commun des hommes* (1990), Paris, Bayard, 2010, p. 44. Ajoutons que cette abstraction s'est ensuite muée en subjectivation de la classe ouvrière qui a su prendre conscience d'elle-même et rendre visible son travail en faisant jaillir du taylorisme un mode de vie, des valeurs, un imaginaire collectif en un mot une culture bien concrète.

qu'elles proposent d'éléments ludiques empruntés à l'univers des jeux vidéo (graphisme coloré, progression croissante de la difficulté des tâches ponctuée d'étapes ou de niveaux, récompenses symboliques, etc.). Ce faisant, elles font perdre à leurs « prod-usagers » – autrement dit à ceux qui sont à la fois les producteurs et les usagers des contenus qu'elles diffusent – « le sens de leur force de travail, voire la conscience même d'être au travail<sup>1</sup> », au profit du désir de reconnaissance (par les internautes), quand ce n'est pas de la seule dépendance à la récompense symbolique (gain d'étoiles ou de médailles, messages d'encouragements, etc.).

Cette confusion entre travail et jeu et entre activité productive et plaisir est, en outre, renforcée par une sémantique qui érige l'amateurisme en impératif moral. Sur YouTube par exemple, les contributeurs ne sont pas nommés « professionnels » ou « employés », mais « hobbyistes », « amateurs » ou « bénévoles », termes qui sous-entendent le dévouement et l'altruisme pour moteur de l'activité. L'exaltation de l'amateurisme<sup>2</sup> est telle qu'elle atteint d'ailleurs des secteurs que l'on ne pouvait pas soupçonner de désintéressement jusque-là, tel celui du « divertissement pour adultes » : dans le porno comme dans les contenus

1. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, *op. cit.*, p. 171.

2. Précisons toutefois que ce mécanisme d'exaltation de l'amateurisme n'est pas totalement « pur », dans la mesure où le désir de gloire (sous la forme du vedettariat) se mêle toujours à l'amour de l'art dans les motivations des prod-usagers. Si l'on peut y voir une voie nouvelle de subjectivation par le travail, il est à craindre qu'elle soit réduite à une forme de narcissisme.

généralistes, les amateurs se voient parés de vertus – telles l’authenticité ou la sincérité – qui sont contestées aux professionnels.

Le cantonnement des prod-usagers au « jardin clos<sup>1</sup> » de l’amateurisme présente un double avantage pour les plateformes : il permet de payer peu, voire pas du tout, des producteurs de contenus qui se conçoivent eux-mêmes comme des passionnés désintéressés (amateurs de photo, de cuisine, de mode<sup>2</sup>...), et d’exhorter les travailleurs qui s’ignorent à s’investir sans compter (justement), comme le font les bénévoles en milieu associatif, par exemple. Ici encore, l’origine du processus est antérieure à l’apparition des acteurs du digital, qui l’ont approfondi et systématisé.

La sociologue Danièle Linhart a ainsi identifié, dans les entreprises traditionnelles, une tendance managériale qui consiste à transposer dans les domaines privés et marchands les valeurs des domaines publics et non marchands, et notamment à capter « l’orientation altruiste et le besoin de contribuer à la société de façon désintéressée<sup>3</sup> » qui sommeille en tout travailleur. Les employés ne sont plus mobilisés en tant que professionnels ayant signé un contrat de travail et prêts à mettre leurs compétences au service de leur

1. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, op. cit., p. 176.

2. Certes, ces passionnés, lorsqu’ils sont massivement suivis, peuvent accéder au statut d’influenceur, qui est une forme de professionnalisation (parfois très bien rémunérée). Mais ce sont les marques qui, en faisant appel à elles, leur confèrent ce statut, et non les plateformes.

3. Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, op. cit., p. 31.

employeur, mais en tant qu'êtres humains adhérents à une cause (celle de l'entreprise) et mettant à son service non seulement leurs savoir-faire, mais aussi leurs « savoir-être ». Dès lors, toute velléité de reconnaissance professionnelle devient « quasi obscène<sup>1</sup> » dans la mesure où elle risque de menacer « l'harmonie de la communion participative<sup>2</sup> » censée régner en entreprise : non seulement le travail disparaît sous le « hobby » ou la « cause », mais il devient, en tant que tel, suspect, car signe d'un engagement trop mesuré, trop cloisonné, pas assez « totalement humain ». Le travail « totalement humanisé » se voit ainsi prémuni contre toute intention de le démasquer et de le nommer pour ce qu'il est, et il peut alors sans difficulté s'introduire et élire domicile dans les moindres recoins de nos vies.

### *Le travail à domicile*

Si le travail du <sup>xxi</sup>e siècle ne dit plus son nom, il ne dit plus non plus son lieu. Connectés à leurs ordinateurs portables, à leurs tablettes ou leurs smartphones, les travailleurs travaillent partout. Dans les cafés, dans les parcs, dans les gares, dans les aéroports, dans les espaces de *coworking*, dans les bureaux transformés en *open space*, mais surtout... à domicile. Tôt le matin avant de se rendre à leur bureau, tard le soir après être rentrés, les week-ends, les jours fériés, les travailleurs

1. *Ibid.*, p. 16.

2. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, *op. cit.*, p. 178.

connectés consultent leurs mails, y répondent, s'informent, peaufinent un document de présentation, mettent de l'ordre dans leur agenda. En outre, de plus en plus de travailleurs choisissent le télétravail<sup>1</sup> : une fois par semaine, parfois deux, ils restent chez eux et travaillent à domicile. À force de présenter cette nouvelle modalité du travail comme un aménagement libérateur – grâce au travail à domicile, on pourrait éviter les bouchons et le métro aux heures de pointe, attendre le passage d'un électricien ou aller chercher ses enfants à la sortie de l'école –, nous en avons oublié une conséquence simple mais loin d'être neutre pour nos vies et celles de notre entourage : le travail à domicile a fait entrer le travail *dans* notre domicile. Or, en faisant entrer le travail dans notre domicile, il lui ouvre la porte de l'intégralité de nos vies.

Marx avait identifié, il y a cent cinquante ans, qu'en pénétrant dans la « sphère domestique », le travail risquait de corrompre les liens familiaux. À l'époque, ce qui le préoccupait était le travail à domicile des enfants, qu'il considérait comme « une immixtion directe dans la *patria potestas*, c'est-à-dire, interprété de façon moderne, dans l'autorité parentale<sup>2</sup> » : en mettant sur un pied d'égalité le père, la mère et l'enfant – tous étant des travailleurs également

1. « Télétravail, une formule gagnante ? », *Le Monde*, 7 mai 2019 : 29 % des actifs exerçant dans un bureau pratiquent le télétravail, soit une hausse de quatre points par rapport à 2017, selon le dernier baromètre de l'observatoire Actineo. La tendance devrait se confirmer : d'après une étude OpinionWay pour Horoquartz, 49 % des salariés souhaiteraient bénéficier de ce dispositif.

2. Karl Marx, *Le Capital*, op. cit., 4<sup>e</sup> section, chap. XIII, p. 550.

exploitables – le pouvoir capitaliste abolissait « la base économique » qui correspondait au pouvoir parental, autrement dit la part de légitimité de l'autorité parentale fondée sur la capacité à entretenir les enfants, et imposait une forme d'organisation sociale supérieure à celle de la famille et même à celle « du rapport entre les sexes ». Ce n'était donc pas, selon lui, « l'abus de pouvoir parental qui [créait] l'exploitation directe ou indirecte par le capital des forces de travail encore trop jeunes, mais le mode d'exploitation capitaliste qui [faisait] du pouvoir parental, en abolissant la base économique qui lui correspondait, un abus de pouvoir<sup>1</sup> ».

De nos jours, le travail à domicile ne risque plus de provoquer un abus de pouvoir parental, mais plutôt sa déstabilisation. Depuis leur plus jeune âge<sup>2</sup>, les enfants prennent l'habitude de voir leurs parents travailler à la maison, c'est-à-dire exécuter les ordres plus ou moins impératifs de clients, de patrons ou d'algorithmes auprès de qui ils apparaissent, non comme des figures d'autorité, mais comme des travailleurs aux ordres de leurs chefs. Outre qu'elle risque d'écorner l'autorité parentale, cette situation appauvrit les relations familiales<sup>3</sup>. En désacralisant l'espace et les moments familiaux, elle distrait les parents de leur rôle éducatif,

1. *Id.*

2. « Dans le quotidien des “travailleuses du clic” », *Le Monde*, 26 avril 2019 : une travailleuse du clic raconte que lorsque son bébé la réveille la nuit pour téter, elle en profite pour aller accomplir quelques missions sur le *speedy wall*.

3. « “Fais ce que je dis, pas ce que je fais” : quand le smartphone sème la zizanie à la maison », *Le Monde*, 6 février 2017.

soit qu'ils travaillent au lieu de partager un moment avec leur enfant, soit que le « bip » de leur messagerie électronique détourne leur attention du contexte familial. Mais surtout, comment un parent pourrait-il interdire à son enfant de travailler à domicile si lui-même le fait ? La question peut paraître anecdotique, dans la mesure où le travail des adolescents, s'il se développe, reste encore marginal. Elle l'est beaucoup moins si on considère que consommer est devenu, à tout âge, un travail à part entière.

« Tout le monde est d'une certaine manière occupé et employé comme travailleur à domicile », écrivait Günther Anders il y a soixante ans :

Un travailleur à domicile d'un genre très particulier, car c'est en consommant la marchandise en masse – c'est-à-dire grâce à ses loisirs – qu'il accomplit sa tâche, qui consiste à se transformer lui-même en homme de masse<sup>1</sup>.

Rapportée à ce que nous savons du travail digital et de l'ambiguïté qu'il entretient entre l'utilisateur et le producteur, ainsi qu'entre les loisirs et la production, la phrase frappe par son actualité. D'autant qu'il constate aussi que « devant chaque poste de radio, devant chaque récepteur de télévision, tout le monde est d'une certaine manière occupé et employé comme un travailleur à domicile<sup>2</sup> », livrant avant l'heure notre portrait en tant que travailleurs des réseaux sociaux employés à fabriquer et à consommer des données.

1. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, t. 1, *op. cit.*, p. 121.

2. *Id.*



Mais c'est autant pour ce qu'elle décrit que pour ce qu'elle anticipe, que son analyse est intéressante : la consommation est un travail qui emploie littéralement chacun de nous à plein temps, qu'il s'agisse de consommer de la nourriture, de la télévision, des voitures, des contenus digitaux, des appartements Airbnb, des séries, des vols *low cost*, des expositions, de la radio, de la musique ou des images. Parce que, pour continuer de croître et de créer de la richesse, le capital ne doit pas seulement produire, mais aussi écouler de la marchandise, la consumer, pour la remplacer par une autre marchandise, et ainsi de suite. Comme la préservation et la reproduction de la vie, dont elle est le revers, la destruction de la marchandise – sa consommation par la consommation – est un cycle sans fin qui astreint les hommes et les femmes à une corvée infinie. Et si l'on peut envisager de voir un jour les robots nous soulager du fardeau de la préservation et de la reproduction de la vie par la prise en charge d'une partie de l'activité productive, il est plus difficile de les imaginer nous remplacer en ce qui concerne notre activité consommatrice. Aussi, non seulement la consommation est un travail, mais elle est peut-être le travail le plus stable et le plus durable qui nous sera demandé de réaliser à l'avenir.

Dès lors, l'espoir qui animait Marx et les penseurs du mouvement ouvrier de voir un jour les hommes, délivrés de la nécessité par les progrès de la productivité, se consacrer au « temps libre » – ce temps où ils pourraient peindre, jardiner ou faire de la musique –, cet espoir semble reposer sur l'illusion selon laquelle la force de travail libérée se consacrerait automatiquement

à des activités « plus hautes ». Or, cela n'a pas échappé à Hannah Arendt : « Cent ans après Marx, nous voyons l'erreur dans ce raisonnement : les loisirs de l'*animal laborans* ne sont consacrés qu'à la consommation<sup>1</sup>. »

C'est sur ce terreau que les plateformes ont pu, sans difficulté, « déporter du côté du consommateur toutes sortes de tâches qui étaient autrefois assumées par le producteur<sup>2</sup> ». Non seulement nous étions déjà tous habitués à travailler en tant que consommateurs – et à travailler isolés les uns des autres, en ayant le sentiment de nous divertir –, mais cette activité était déjà « productrice », dans la mesure où elle fabriquait « l'homme en masse<sup>3</sup> », cette marchandise extraordinaire par sa malléabilité et sa capacité à démultiplier sa valeur. La mise au travail des hommes et des femmes comme producteurs-consommateurs (ou disons, comme prod-usagers) apparaît ainsi comme le résultat de la rencontre entre deux événements de l'histoire du capitalisme : l'avènement de la société de consommation et l'essor de l'économie numérique. Depuis, que nous soyons au chômage ou que nous soyons salariés, nous sommes tous employés à « prod-user ». En transformant tout notre temps libre en temps de travail<sup>4</sup>,

1. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, op. cit., p. 184.

2. Bernard Stiegler, *L'emploi est mort !*, op. cit., p. 79. L'auteur évoque l'exemple de la configuration et de l'achat d'un billet de train.

3. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, t. 1, op. cit., p. 119 : « le consommateur contribue à la production de l'homme en masse ».

4. « Les Gafa, ces voleurs de temps », *Le Temps*, 11 décembre 2017.

et en laissant nos enfants nous imiter, nous laissons les nouvelles formes de travail détruire, outre notre savoir-faire et notre savoir-être, notre savoir-vivre<sup>1</sup>. Non contents d'être prolétarisés, nous nous laissons domestiquer.

### *La domestication de la vie*

Au fond, le problème que fait apparaître l'extension du domaine du travail, que ce soit par l'annexion du registre de l'amateurisme ou du domicile des producteurs, concerne la dimension subjectivante du travail. Qui sommes-nous quand nous travaillons sous ces formes-là ? Sommes-nous des êtres sociaux autonomes, en relation les uns avec les autres, engagés dans une activité créatrice (d'*artefacts*) et edificatrice (d'une société) ? Ou sommes-nous des individus dociles, isolés les uns des autres et employés à « céder sans combattre à [cette] immense farce industrielle<sup>2</sup> » qui nous commande de consommer, de produire, et d'y prendre du plaisir ? Certes, consommer est un mode de socialisation. Mais il est incomplet car « si les objets permettent de nous identifier et de nous inscrire dans la société, ils ne nous légitiment pas<sup>3</sup> ». Or, en mordant à l'hameçon qui consiste à faire passer le temps d'activité pour du temps libre, et en acceptant les unes

1. Bernard Stiegler, *L'emploi est mort !*, op. cit., p. 30 : « Le consumérisme extrême [...] repose sur la destruction de savoir-vivre ».

2. Mark Hunyadi, *La Tyrannie des modes de vie*, op. cit., p. 63.

3. Danièle Linhart, *Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, 2009, p. 16.

après les autres toutes les occupations dont les acteurs de l'économie nous invitent à remplir nos existences, nous renonçons progressivement à la distinction entre le travail et le reste de la vie. Dès lors, si la consommation (et désormais la conso-production) est devenue une modalité incontournable du travail humain ; si elle n'est qu'un mode partiel de socialisation (et donc de subjectivation) ; et si le travail s'est dilué dans nos vies au point de rendre caduque la distinction entre sphère professionnelle et sphère privée ; alors les mutations du travail menacent de rétrécir considérablement notre existence. Et la consécration du travail comme activité conso-productive incessante pourrait bien finir par engendrer une société où « le comportement a remplacé l'action comme mode primordial de relations humaines<sup>1</sup> ».

L'obsession contemporaine pour le pouvoir d'achat peut être symptomatique de ce phénomène. Si les questions du chômage et des salaires étaient autrefois au cœur des revendications des travailleurs (relayés par les syndicats), elles ont été éclipsées (et les syndicats avec elles) par celle du pouvoir d'achat, qui occupe désormais le devant de la scène sociale. En France, le mouvement des Gilets jaunes apparu en novembre 2018 illustre ce changement : porté essentiellement par des travailleurs, il a été déclenché par la taxe carbone et s'est étendu avec pour thème central, non les inégalités de salaire, le niveau de chômage ou la réforme des retraites, mais l'injustice fiscale, et en particulier

1. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, *op. cit.*, p. 80.

celle des taxes sur la consommation. Le fait que le mouvement n'ait pas pris la forme de grèves – mais celle de manifestations les samedis dans les quartiers commerçants des grandes villes françaises –, souligne ce glissement. En plaçant le problème du côté de la consommation et de la « difficulté à boucler les fins de mois », qu'ont réclamé les Gilets jaunes, si ce n'est la reconnaissance, par la société, de leur travail de prod-usager, travail conçu et présenté comme un droit à travers lequel pourrait s'exprimer l'égalité de dignité de tous les citoyens-consommateurs ?

Certes, le mouvement des Gilets jaunes est protéiforme, et aucune explication univoque ne saurait épuiser son analyse. Il a témoigné des situations de précarité, d'isolement territorial et parfois de détresse sociale ou psychologique dans lesquelles se trouve enfermée une partie de la population française. Et il a révélé un désir de renouvellement de l'action politique et d'émancipation citoyenne, porté par une population à la conscience politique affûtée. Mais il se pourrait qu'il ait aussi trahi une forme de consentement à l'aliénation de la part d'hommes et de femmes aspirant à accomplir le mieux possible leur « besogne » – celle que Max Weber identifiait comme le « souci des biens extérieurs » (qu'il s'agisse de les produire ou de les consommer), et dont il avait perçu qu'elle ne pesait pas sur nos épaules comme « un léger manteau qu'à chaque instant l'on peut rejeter » mais comme une véritable « cage d'acier<sup>1</sup> ». En saccageant des banques,

1. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, trad. J. Chavy, Paris, Plon, 1964 ; 1967, p. 224.

des restaurants et des magasins de luxe des quartiers chics de Paris et d'ailleurs, les Gilets jaunes ont parfois donné l'impression de vouloir forcer l'entrée de la cage d'acier pour s'y installer, plutôt que d'en briser les barreaux.

Quoi de plus efficace que cette servitude volontaire<sup>1</sup> des prod-usagers pour faire fonctionner l'économie capitaliste ? En standardisant les pièces qui entraînent dans la production, Ford entendait aussi standardiser la vie de ses ouvriers. Pour qu'une production tourne bien, il fallait selon lui des outils et une usine propres, des méthodes et des indicateurs précis, mais aussi des personnes menant une vie domestique décente, qui pensent correctement, qui vivent correctement, normalement (« *clean thinking, clean living, square dealing*<sup>2</sup> »). Il semblerait que les dirigeants économiques n'aient plus besoin d'avoir recours à ces méthodes disciplinaires ni à une rhétorique normative, tant le travail de conso-production, parce qu'il repose sur l'indifférenciation entre le travail et le loisir, l'association de la consommation et de la production, et le consentement des prod-usagers, est en lui-même un puissant moyen de domination. Plus sûrement encore que le salaire aux pièces, dont nous avons vu que Marx avait décelé la capacité à faire intérioriser aux travailleurs les injonctions à l'obéissance et à la performance, le travail de conso-production déplace sur

1. Étienne de La Boétie, *De la servitude volontaire, ou contr'un* (1576), Paris, Gallimard, « Tel », 1993.

2. Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail*, op. cit., p. 84.

les prod-usagers la responsabilité du travail bien fait (y compris celui de consommer). Dans cette configuration, les ordres, le contrôle et le management des hommes laissent place à la domestication des individus. Dociles et consciencieux, ce sont les prod-usagers eux-mêmes qui se consacrent à leur travail, qu'il s'agisse de répondre à ses mails, d'acheter des baskets ou de poster des photos sur Instagram.

Notons que cet « engagement domestiqué<sup>1</sup> » qui assure la cadence et le rendement du travail est également très efficace pour déporter sur les consommateurs-citoyens le poids des responsabilités environnementales. Conditionnés à faire consciencieusement leur travail, les prod-usagers sont en effet désormais sommés de continuer à consommer tout en s'appliquant à réduire leurs emballages ou à trier leurs déchets. Selon Grégoire Chamayou, cette injonction remonte aux années 1970, et résulte d'une stratégie qui a consisté, pour les entreprises qui commençaient à subir les critiques sociales et politiques de l'opinion publique, à les dérouter sur les travailleurs et les consommateurs, sous la forme d'un appel à la responsabilisation individuelle<sup>2</sup>. Vous trouvez que l'entreprise dans laquelle vous travaillez pollue trop ? Prenez l'initiative d'un programme de réduction de CO<sup>2</sup>. Vous dénoncez les conditions d'insécurité dans lesquelles vous travaillez ? Participez au concours d'innovation interne et proposez votre

1. Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, op. cit., p. 198.

2. *Ibid.*, p. 200.

projet pour résoudre ce problème. Vous en avez assez de voir des canettes de Coca-Cola par terre ? Jetez-les dans les bonnes poubelles.

Ainsi privatisées, désolidarisées d'un objectif commun et donc dépolitisées, les critiques manquent leur but – questionner les modes de production et de distribution, et la finalité même du système économique – et se retournent en injonction morale adressée aux travailleurs en tant que conso-producteurs. Ce processus illustre très bien l'idée de Mark Hunyadi selon laquelle l'éthique individuelle – il parle de « petite éthique<sup>1</sup> » – se substitue à l'action politique comme mode d'agir collectif. Ce mode d'agir est-il à même de construire un monde commun ? Rien n'est moins sûr.

## L'ÉCLATEMENT DU MONDE

La fragmentation et l'extension du travail convergent donc, et menacent doublement d'abolir les fonctions subjectivantes et socialisatrices du travail. Comment les travailleurs tâcheronisés, dispersés, prolétarisés et domestiqués, réduits à leur fonction conso-productive, pourraient-ils en effet se prévaloir de participer à la création d'une œuvre ou à l'édification de la société ? Comment pourraient-ils espérer s'affirmer et y trouver leur place ? Si le travail, segmenté en tâches et dilué dans l'amateurisme et la conso-production, se diffuse

1. Mark Hunyadi, *La Tyrannie des modes de vie*, op. cit., p. 37.



et s'étend dans nos sociétés et nos existences, c'est au prix d'un affaiblissement considérable de ses portées morale et politique. D'expérience collective et socialisatrice qu'il était encore il y a quarante ans, il s'est mué en épreuve individuelle. D'« agir formateur<sup>1</sup> » des personnes et créateur du monde, il s'est transformé en agent domesticateur. Le travail est partout mais il n'édifie plus rien : ni les identités individuelles ou collectives, ni les sociétés, ni le monde, qui subit à son tour les conséquences du processus d'éclatement à l'œuvre.

### *Le monde décomposé*

Les enquêtes de terrain menées par Danièle Linhart le révélaient il y a dix ans : avant même que les mutations numériques n'amplifient et n'accélèrent le mouvement, le travail en entreprise avait déjà perdu sa fonction socialisatrice. Parce qu'en instaurant avec les travailleurs un rapport individualisé et personnalisé, les modalités de management apparues dans les années 1970 et généralisées dans les années 1990 ont éloigné les travailleurs de leurs collègues comme de la société, et déstructuré les identités collectives, plongeant chacun « dans le vide de la confrontation permanente avec soi<sup>2</sup> ». En coupant le lien symbolique et identitaire qui liait leurs salariés à la société pour leur imposer en échange celui qui les lie à elles-mêmes,

1. G. W. F. Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, *op. cit.*, chap. IV, p. 210.

2. Danièle Linhart, *Travailler sans les autres ?*, *op. cit.*, p. 49.

les entreprises ont laissé germer le risque de voir s'établir « un monde qui relève nettement plus de la concurrence que de l'interdépendance<sup>1</sup> », un monde décomposé, où chacun est happé par ses propres difficultés, obnubilé par son propre sort, et où se développe « une indifférence aux autres, si ce n'est une suspicion, un dénigrement ou une haine : chacun n'a en somme que ce qu'il mérite, chacun est responsable de son sort<sup>2</sup> ».

Insistons-y bien : ce phénomène ne résulte pas d'un « mouvement historique » qui voudrait que, la classe ouvrière et les valeurs de solidarité qu'elle véhiculait ayant décliné, elles aient mécaniquement laissé la place à un individualisme débridé. Car si la classe ouvrière n'est effectivement plus à même de structurer collectivement les travailleurs en tant que groupe, ses codes, ses principes ou sa morale, constitutifs de ce que l'on pourrait nommer la « culture ouvrière », auraient pu continuer à cimenter une identité commune aux travailleurs. Si tel n'est pas le cas, c'est en partie parce que cette identité collective, cette « culture », a été volontairement démantelée. Et ce démantèlement résulte essentiellement d'une stratégie managériale assumée, qui privatise la dimension altruiste que comporte toujours l'implication des travailleurs dans leur emploi, et à la capter au profit exclusif de l'entreprise. Cette stratégie transforme les valeurs de solidarité qui peuvent lier les travailleurs entre eux – ainsi que celles de défense du bien

1. *Ibid.*, p. 46.

2. *Ibid.*, p. 212.

commun qui peuvent les lier à la société – en valeurs de performance et de réussite personnelle qui les dissocient les uns des autres.

En appliquant cette stratégie, le management néolibéral est peut-être en train de retirer à l'entreprise ce qui était l'une de ses vertus les plus précieuses : celle d'être un lieu capable de « combler l'âme par le puissant sentiment de vie collective<sup>1</sup> », comme le notait Simone Weil à propos de l'usine (dont elle avait pourtant aussi expérimenté les souffrances et les humiliations). Un lieu où l'« on ne se sent pas petit comme dans une foule, [mais où l'] on se sent indispensable<sup>2</sup> ». Cette capacité à élargir le sentiment de soi pour le faire communier avec celui des autres, autrement dit à établir une rencontre entre les besoins individuels (au nom desquels on accepte un travail) et les besoins de tous (auxquels on se soumet en acceptant les contraintes du travail, et dont on prend conscience qu'on travaille<sup>3</sup>) est l'une des facultés formatrices du travail mise en lumière par Hegel. Il avait notamment perçu que, en ne visant pas seulement la satisfaction de l'individu qui l'accomplit mais aussi les besoins de tous, le travail était une éducation à l'universel, pouvant contribuer à l'émergence d'une humanité pacifiée, c'est-à-dire une humanité où la reconnaissance réciproque, rendue possible

1. Simone Weil, *La Condition ouvrière* (1951), Paris, Gallimard, « Folio essais », 2002, p. 329.

2. *Id.*

3. Ainsi le travail moderne repose-t-il sur une tension dialectique qui unit deux dimensions : le travail contraint le travailleur, et il est en même temps le socle qui lui permet d'être reconnu.

par la participation de tous à l'œuvre collective (celle des « serviteurs », pourrait-on dire), primerait sur la reconnaissance individuelle, arrachée par des actions héroïques (celle des « maîtres »<sup>1</sup>).

C'est bien ce sentiment du monde commun et cette éducation à l'universel qui ne cessent d'être contredits par le management néolibéral du travail ne visant plus tant à discipliner des « serviteurs » solidaires – et à l'occasion militants – qu'à isoler une multitude de « maîtres » qui, dans l'illusion de leur toute-puissance, bataillent féroce­ment les uns contre les autres et même contre eux-mêmes pour décrocher une bien incertaine reconnaissance individuelle. Comment continuer à bâtir ou à faire tenir un monde commun ? Comment arrêter ce cauchemar d'un monde peuplé de travailleurs-maîtres luttant à mort pour prouver aux autres et à eux-mêmes qu'ils sont performants ? Peut-on refuser ce travail éclaté, à la fois fractionné et diffus, ce travail qui défait le monde en décomposant les liens entre les travailleurs et entre les travailleurs et la société ?

### *Le monde fantôme*

Cela s'annonce difficile. Parce que le processus à l'œuvre nous échappe en grande partie et que, à l'instar de ce que constate Mark Hunyadi à propos de nos modes de vie rendus tyranniques par la digitalisation, « que nous jouions le jeu ou pas, nous le jouons,

1. G. W. F. Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, *op. cit.*, chap. IV, « La dialectique du maître et du serviteur ».

parce qu'on joue avec nous<sup>1</sup> ». Nous pouvons toujours convoquer les garde-fous éthiques... en confinant les problèmes à des situations particulières, nous passons à côté de la critique globale du système et nous sommes impuissants à modifier les choses. Günther Anders ne pensait pas autre chose lorsqu'il écrivait que « ce n'est pas en se contentant de rappeler aimablement qu'il faut tenir compte de la "liberté humaine" que l'on viendra à bout de ce qui nous pousse à la consommation », et donc, au travail (en tant que conso-production). Et il ajoutait que le fait que, « dans le pays où la liberté de l'individu s'écrit en lettres majuscules » – il parlait des États-Unis où il vivait depuis la Seconde Guerre mondiale –, « on désigne certaines marchandises comme des "*musts*", c'est-à-dire comme des marchandises qu'il faut absolument posséder, cela n'évoqu[ait] pas précisément la liberté<sup>2</sup> ». En d'autres termes, prod-user n'est plus un droit mais un devoir. Dès lors, il est difficile de ne pas nous rallier à son pessimisme quant à notre capacité à nous extraire d'un monde qui n'est pas seulement décomposé, mais aussi dévalorisé par ce devoir qui en a déjà changé la texture :

Quoi que nous fassions ou que nous nous abstenions de faire, notre grève privée n'y change rien, parce que nous vivons désormais dans une humanité pour laquelle le « monde » et l'expérience du monde ont perdu toute valeur : rien désormais n'a d'intérêt, si ce n'est le fantôme du monde et la consommation de ce fantôme<sup>3</sup>.

1. Mark Hundyadi, *La Tyrannie des modes de vie*, op. cit., p. 15.

2. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, t. 1, op. cit., p. 16.

3. *Ibid.*, p. 15-16.

Comment lutter contre la dégradation du travail, si notre intérêt exclusif pour le prod-usage de la marchandise – ce « fétiche<sup>1</sup> » – va de pair avec une dévalorisation et une déréalisation du monde, devenu le fantôme de lui-même ?

Peut-être est-il trop tard ? Peut-être ne sommes-nous plus capables que d'avoir une expérience dégradée du monde parce qu'« on joue avec nous » et parce qu'« on nous désigne des marchandises comme des “musts” » ? Mais il faut dans ce cas se demander qui désigne ce « on » ? Le « système », pour reprendre le terme de Mark Hunyadi ? Mais de quoi s'agit-il précisément ? Des médias ? Et, derrière eux, des dirigeants de l'économie ? En réalité, il n'est même pas certain qu'« on » soit animé d'une volonté quelconque (qu'elle soit subjective ou collective). Les processus engagés par la digitalisation du travail sont désormais autonomes : lancés sous l'impulsion de pionniers visionnaires – Alan Turing (cryptologie et algorithmes), Jon Postel (internet), Larry Page et Sergey Brin (moteur de recherche), Steeve Jobs (smartphone), Mark Zuckerberg (réseau social), etc. –, ils se poursuivent désormais sous l'impulsion de leur propre énergie cinétique : personne n'a *voulu* que les mères de familles profitent de la tétée nocturne de leur bébé pour aller micro-travailler<sup>2</sup>, personne n'a *voulu* que des adolescents livrent des repas à vélo

1. Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, chap. 1, 4<sup>e</sup> section, « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret », p. 81-95.

2. « Dans le quotidien des “travailleuses du clic” », *Le Monde*, 26 avril 2019.

plutôt que d'aller en classe<sup>1</sup>, personne n'a *voulu* que nous consumions notre temps sur notre boîte mail ou sur Facebook, Instagram, YouTube ou Twitter... Autrement dit, il n'y a pas de complot à l'origine de la dégradation du travail et de notre rapport au monde. Si les théoriciens du néolibéralisme ont su tirer profit et amplifier la portée des mutations technologiques pour en faire des leviers de transformation idéologique et organisationnelle, ils n'ont fait qu'accompagner un processus qu'ils n'avaient pas déclenché et qui se poursuit par la force de son propre élan.

Ce mouvement sans volonté nous laisse encore plus démunis. Comment combattre sans ennemi ? Ni « le capitalisme » ni « la finance » ne sont plus vraiment responsables de ce qui nous arrive, et qui se développe à présent sous l'effet de son propre mouvement. Nous voici donc, « serviteurs volontaires » – bien que nous comportant vis-à-vis des autres et de nous-mêmes comme des « maîtres » n'ayant de cesse de démontrer leur performance –, occupés à travailler (c'est-à-dire à prod-user), et résignés à nous passer de l'expérience du monde, puisque le monde fantôme nous est livré à domicile, que ce soit sous forme de nourriture, d'objets en tout genre, d'informations ou d'images ; ces images dont nous sommes si friands et dont le prod-usager est peut-être le plus destructeur et le plus déréalisant, dans la mesure où « à la différence des textes, [elles] ne révèlent jamais les rapports qui constituent le monde mais se contentent de prélever

1. « Plateformes de livraison : pour les mineurs, la course à l'argent facile », *Libération*, 5 mai 2019.

des lambeaux de celui-ci : ainsi, en montrant le monde, elles le dissimulent<sup>1</sup> ».

Nous ne sommes pas seulement coupés des autres travailleurs, de la société et de nous-mêmes, mais aussi du monde réel. Domesticqués, nous nous contentons des lambeaux que nous servent nos télévisions, nos écrans d'ordinateur et nos smartphones qui « nous mobilisent aussi bien qu'ils nous démobilitent », nous « informent aussi bien qu'ils nous déforment<sup>2</sup> », et nous donnent l'illusion d'une familiarité et d'une proximité avec le monde – ah, comme on a l'impression « d'en être » quand on poste un twitt et qu'il est retwitté ! – alors qu'ils jettent un voile sur le monde pour en faire un fantôme, plus immatériel que jamais. Livrés à domicile, prêts à être prod-usés, les objets, les informations et les images du monde ne supposent même plus de réciprocité de notre part. Nous ne leur sommes même pas subordonnés. Ils ne nous commandent rien et nous ne leur devons rien. Ce n'est que par automatisme, conditionnement et dépendance que nous les prod-usons.

Et pourtant, ce monde fantôme pourrait se montrer plus doux que le monde réel dont il nous empêche l'accès. Il pourrait être le mirage, somme toute rassurant et confortable, du vrai monde que nous sommes en train de fabriquer, et qui est un monde-désert.

1. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, t. 1, *op. cit.*, p. 18.

2. *Ibid.*, p. 119.



## *Le monde-désert*

Dans un très court article intitulé « Le désert et les oasis<sup>1</sup> » (1959), Hannah Arendt résumait avec fulgurance la situation dans laquelle elle pressentait l'humanité s'avancer, et dans laquelle il semble que nous soyons désormais très engagés. C'est à Nietzsche qu'elle doit l'image du « monde-désert<sup>2</sup> ». Contrairement à lui, elle ne l'interprète pas de manière psychologique, mais politique. Le désert n'est pas en nous, mais autour de nous. Parce que la démesure prise par ce qu'elle appelle « la technique » – et qui, à l'époque où elle écrit, désigne non seulement l'invasion des technologies dans la vie et leur contribution à l'essor de la société de la consommation, mais aussi les catastrophes historiques qu'ont été la Solution finale et le largage des bombes atomiques sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki –, la démesure de cette technique menace l'humanité à double titre : à titre écologique, puisqu'elle menace de faire disparaître le vivant ; et à titre politique, puisqu'elle menace de faire disparaître aussi « l'espace intermédiaire où se déroulent les affaires humaines<sup>3</sup> ».

1. Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, op. cit., « Le désert et les oasis », p. 299-303.

2. *Ibid.*, p. 299 : « Nietzsche fut le premier à reconnaître que nous vivons et que nous nous mouvons dans un monde-désert ». H. Arendt cite ce passage d'*Ainsi parlait Zarathoustra* : « Le désert croit : malheur à qui recèle des déserts ! »

3. Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, op. cit., « Préjugés et jugement », p. 185.

Un demi-siècle plus tard, les faits lui donnent raison. La technique et ses récents développements technologiques sont bien en train de mutiler le vivant. Non seulement le vivant est en train de disparaître – les géologues parlent d’une sixième extinction de masse –, mais les progrès de la biotechnologie ont ouvert des possibilités vertigineuses de manipulation sans que l’humanité soit en mesure d’en anticiper les conséquences existentielles et environnementales. De plus, l’économie dite « de l’immatériel » n’ayant pas fait disparaître les objets matériels<sup>1</sup>, les *artefacts* que nous ne cessons de consommer ne se contentent plus de rendre habitable le monde pour l’humanité : ils le détruisent (en faisant par exemple disparaître les forêts et la biodiversité qu’elles abritent) et l’ensevelissent sous leurs rebuts (qu’il s’agisse d’émissions de gaz toxiques, de déchets plastiques ou de rejets de matériaux en tous genres). Enfin, la technique menace de faire disparaître « l’espace entre les hommes » parce qu’en assignant chacun à domicile pour y prod-user (que cette assignation à domicile soit littérale ou métaphorique, le fait de travailler en *open space* ne s’opposant pas au fait de travailler isolé dans son « espace privé »), sans lien avec les autres ou avec la société, elle empêche de construire un monde commun.

Aride et inhospitalier – atomisé, dans tous les sens du terme –, le monde-désert ne s’habite pas. Il

1. Au contraire, les objets traditionnels continuent de remplir nos placards et nos tiroirs, et l’économie numérique a même donné naissance à de nouveaux objets : les objets connectés. En incluant les équipements numériques reliés par construction aux réseaux, le nombre d’objets connectés passerait à 17,8 milliards en 2018 et 34,2 milliards en 2025 (source : *L’Usine digitale*, 29 août 2018).

est cependant possible d'y survivre en s'y adaptant. Hannah Arendt considérait que la psychologie, « discipline de l'ajustement<sup>1</sup> », avait pour objectif de nous y aider, en nous permettant, par la transformation de nous-mêmes, de nous habituer à ces conditions de vie proprement inhumaines. L'essor des méthodes dites de développement ou d'épanouissement personnel, dont s'inspirent certains modes de management, de même que certains ressorts de l'idéologie transhumaniste (dont se réclament de nombreux acteurs de l'économie numérique) s'inscrivent dans cette démarche qui vise à ce que nous souffrions moins, voire à ce que nous perdions la faculté de souffrir (et même de mourir !), pour mieux survivre dans cet environnement hostile. Mais la question que soulève Hannah Arendt est la suivante : le principal danger n'est-il pas que nous finissions par nous sentir chez nous dans ce désert qui nie la vie et qui nie les hommes ? Ou, pour reprendre les termes du philosophe Byung-Chul Han, n'est-il pas particulièrement pernicieux que « le souci d'avoir une vie bonne cède la place à l'hystérie de survivre<sup>2</sup> » ? Plutôt que de nous adapter pour survivre dans le monde-désert, n'aurions-nous pas plutôt intérêt à prendre appui sur « nos facultés conjointes de la passion et de l'action<sup>3</sup> » – facultés auxquelles le travail devrait pouvoir contribuer – pour le transformer en un monde

1. Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, op. cit., « Le désert et l'oasis », p. 300.

2. Byung-Chul Han, *La Société de la fatigue*, trad. J. Stroz, Paris, Circé, 2014, p. 36.

3. Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, op. cit.

humain à nouveau habitable, autrement dit, viable socialement et écologiquement ?

C'est la grande question de notre temps. Encore faudrait-il que nous ayons, collectivement, la lucidité de nous la poser. Or, rien ne nous y oblige, pas même la catastrophe écologique qui s'annonce. Car nous pourrions nous accommoder de voir disparaître les forêts, sombrer les glaciers et agoniser les espèces. Nous pourrions endurer le rationnement alimentaire, la fermeture des frontières et la répression des émeutes pour la faim. Nous pourrions nous accoutumer à l'isolement et renoncer à notre existence au pluriel. Nous le pourrions, parce que nous avons pris l'habitude de nous adapter. Cette adaptation n'est pas seulement la conséquence de décisions politiques que les gouvernements prennent en notre nom : elle est celle, imperceptible, quotidienne et sournoise, de nos propres comportements, en particulier de nos comportements comme travailleurs et comme prod-usagers. C'est la voie dans laquelle nous sommes engagés. Et il est loin d'être certain que le travail du soin, dont nous avons identifié qu'il allait coexister avec le travail du clic au XXI<sup>e</sup> siècle, puisse y remédier.